

Prospective appliquée

Présentation par la Solep
du rapport intermédiaire Luxembourg 2030



Le Luxembourg de 2030 doit se penser au-delà des clichés et des idées reçues

Pouvoir penser et décider le Luxembourg de 2030 passe d'abord par la remise en cause, aujourd'hui, d'idées reçues.

La Solep (Société luxembourgeoise de l'évaluation et de la prospective) s'est donné pour mission de contribuer à la qualité de la prise de décision publique.

Ce qui passe, pour cette asbl fondée en 2009, par le recours à un instrument finalement mal connu: la prospective.

«Plus qu'une méthode très formelle, c'est avant tout une attitude générale qui vise à porter collectivement un regard différent sur le monde qui nous entoure afin de rendre l'avenir explicite dans les décisions, aller au-delà des apparences et envisager les problèmes dans leur globalité», a introduit Alexandra Guarda-Rausch de la Solep.

«Bref, anticiper pour éclairer l'action – et donc la décision – à la lumière des futurs possibles et souhaitables», selon la définition donnée par Philippe Durance, professeur au CNAM (Conservatoire des arts et métiers) à Paris et à qui la Solep a confié la charge de préparer un rapport sur le Luxembourg en 2030. Une définition qui refuse tout déterminisme. Mais qui induit aussi que le sujet d'étude n'est pas le futur mais le présent: «L'objectif est bien d'éclairer la décision présente».

C'est cet outil qui a servi de base

aux premières réflexions menées par la Solep. Afin de réfléchir collectivement sur «l'avenir du Luxembourg à l'horizon 2030 pour un développement durable au sein de la Grande Région», les participants au premier séminaire organisé par la Solep ont travaillé sur les éléments qui ont une influence sur le territoire et sur l'action territoriale.

Et la première étape de ce travail a été de se pencher sur les idées.

«Plus dans le gris»

Les idées reçues, pour Philippe Durance, sont «des idées qui ne sont jamais remises en question et qui génèrent des automatismes».

«Le seul moyen d'avoir un regard neuf est de les identifier, de les formaliser et de les déconstruire.»

Des idées qui ne sont pas forcément entièrement fausses ni tout à fait justes. «On est plus dans le gris que dans le tout noir ou le tout blanc.» Et il donne un exemple: une de ces principales idées reçues est: les non-Luxembourgeois ne font pas d'efforts pour s'intégrer. Ce qui vise le non-apprentissage de la langue et la non-participation à la vie publique.

Pour autant, si au crédit de cette idée, on peut porter le fait qu'il existe un cloisonnement lié à la fonction publique qui existe peu dans d'autres pays et la faible présence d'étrangers sur les listes électorales, beaucoup d'arguments peuvent contredire cela.

Notamment la surcharge des cours de luxembourgeois, la forte présence de non-résidents dans la vie associative et la forte présence

de médias non luxembourgeois. Philippe Durance en déduit qu'il s'agit là plus d'une perception que d'une réalité. Et pour remédier à ce problème, les bonnes actions seraient de favoriser une meilleure communication, d'encourager les inscriptions sur les listes électorales et d'œuvrer à une plus grande ouverture de la mentalité des entreprises luxembourgeoises, publiques ou privées.

Un exemple parmi d'autres: voir ci-dessous le catalogue des 10 idées reçues les plus mises en exergue dans le rapport.

Ce n'est qu'à partir de ce travail sur les idées que des scénarios pourront être élaborés dans les semaines à venir.

«Dans l'action politique, la vérité doit être construite et partagée», assure Philippe Durance.

Des scénarios apportant des réponses à ces enjeux majeurs identifiés que sont la place du Luxembourg au sein de l'UE, le renouvellement du mode de décision publique, l'intégration du développement durable ou la dépendance vis-à-vis de l'étranger.

Mais si l'action sans prospective est peu productive, la prospective sans action reste un acte creux.

Un enjeu dont on est conscient à la Solep où l'on ne souhaite pas se limiter à la production de scénarios «oubliables».

On a choisi pour éviter cela d'impliquer, le plus en amont possible, les décideurs en les associant aux groupes de réflexion afin qu'ils s'approprient les conclusions des travaux.

MARC FASSONE

IDEES REÇUES

Le rapport intermédiaire «Luxembourg 2030» a dégagé 80 idées reçues sur le Luxembourg.

Le top 10 est le suivant:

- les non-Luxembourgeois ne font pas assez d'efforts pour s'intégrer (apprentissage de la langue, non-participation à la vie politique);
- Les grands problèmes de l'Europe s'arrêtent aux frontières du Luxembourg;
- Le système scolaire public pourrait continuer à se concentrer essentiellement sur les enfants luxembourgeois de classe moyenne;
- Les Luxembourgeois vivent en vase clos;
- Une certaine peur de l'étranger ou de l'inconnu en général;
- On nous considère comme des parasites qui vivent des niches de souveraineté;
- Un blocage politique (manque de courage pour des décisions impopulaires) vu le surpoids des privilégiés dans l'électorat;
- Un pays riche qui profite (niches fiscales, économiques et magouilles);
- Un manque d'esprit d'entreprise et de moyens de diversification économique compte tenu notamment des privilèges de la fonction publique et du secteur financier;
- La tripartite exclut la société civile des décisions sociétales importantes et ne lui reconnaît pas de rôle.